

AGENCE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)



PROGRAMME STATISTIQUE DE L'AMAO 2009-2011

Freetown, juillet 2008

INTRODUCTION

L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) est une Institution autonome spécialisée de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) chargée du suivi, de la coordination et de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC). L'objectif ultime du PCMC est la création d'une zone monétaire unique gérée par une banque centrale commune.

Afin de réunir les conditions économiques et financières nécessaires à la soutenabilité de la future monnaie, les pays membres sont tenus d'adopter des mesures afin d'assurer l'harmonisation des systèmes monétaires et de créer un environnement macroéconomique stable. En particulier, les Etats membres sont tenus :

- de respecter les critères de convergence macroéconomique établis ;
- d'harmoniser leurs politiques budgétaires, monétaires et financières ;
- d'harmoniser leurs réglementations en matière de taux de change et d'adopter un régime de change déterminé par le marché ;
- de créer un marché communautaire efficace grâce à la libéralisation des échanges, en supprimant les barrières tant tarifaires que non tarifaires ;
- de libéraliser leurs marchés monétaires et de capitaux et de faciliter la création de bourses régionales de valeurs mobilières afin de stimuler l'épargne et la croissance.

La convergence macroéconomique, qui est une composante essentielle du Programme de coopération monétaire de la CEDEAO (PCMC), accorde la priorité aux domaines suivants : la stabilité des prix, l'assainissement des finances publiques, la maîtrise du financement monétaire du déficit public et le maintien de niveaux appropriés de réserves extérieures brutes¹.

¹ Les pays membres sont tenus de respecter les objectifs fixés afin de favoriser la mise en place d'un cadre macroéconomique stable.

L'AMAO fait une évaluation régulière de la performance des pays par rapport aux critères de convergence.

Il va s'en dire qu'une meilleure évaluation suppose des statistiques comparables aussi bien dans la méthodologie d'élaboration que dans la présentation. Toutefois, il existe quelques disparités dans la collecte, le traitement et la compilation des statistiques économiques et financières utilisées dans l'évaluation de la convergence macroéconomique.

C'est pourquoi, le Département de la Statistique de la Commission de la CEDEAO a engagé un programme d'harmonisation des statistiques depuis 2001. Ce programme a concerné dans une première phase les comptes nationaux et les indices de prix à la consommation. Beaucoup de travaux ont été menés dans l'harmonisation de ces statistiques. A ce jour, les PIB de la CEDEAO sont comparables dans une large mesure et la dernière évaluation faite par AFRISTAT pour les indices de prix à la consommation indique que seul le Liberia accuserait un retard important.

Toutefois, les travaux d'harmonisation en cours ne concernent qu'une portion congrue des statistiques qui entrent dans le cadre du programme de convergence. Les statistiques liées aux secteurs des finances publiques, extérieur et monétaires ne sont pas encore couverts. Ceci est d'autant plus inquiétant que neuf critères de convergence de la CEDEAO sur dix sont liés à ces secteurs. Par ailleurs, lors de la préparation des tables de la Base de données de la surveillance multilatérale (ECOMAC), il est apparu des divergences parfois importantes dans la compilation de ces statistiques. Ces divergences touchent généralement le champ, les modes de traitement et parfois même la présentation.

Pour accélérer le rythme de l'harmonisation, l'AMAO s'est entendue avec la Commission de la CEDEAO sur une répartition des domaines d'intervention. La CEDEAO va gérer les statistiques économiques notamment les comptes nationaux, les prix à la Consommation, le commerce extérieur, les statistiques démographiques et les statistiques sectorielles (Agriculture, mines, pêche...) alors que l'AMAO va superviser

les activités liées aux statistiques des finances publiques, les données monétaires et financières et la balance des paiements. C'est dans cette optique que l'AMAO envisage de conduire un programme d'harmonisation qui va couvrir les statistiques des finances publiques et celles relatives aux secteurs extérieur et monétaire.

A- OBJECTIF

L'objectif principal du programme d'harmonisation statistique de l'AMAO est de disposer de données élaborées et présentées sur la base d'une méthodologie commune afin d'évaluer la performance des Etats sur la base des statistiques fiables et comparables.

De manière spécifique, le programme vise à:

- identifier et adopter un ensemble de normes et de méthodes permettant la production de statistiques fiables et comparables ;
- garantir l'évaluation des performances des pays au regard des critères de convergence sur la base de statistiques fiables et harmonisées ;
- faciliter la disponibilité de l'information statistique au niveau national et régional afin de faciliter la formulation et la mise en œuvre des politiques nationales et régionales ;
- renforcer les capacités statistiques de l'AMAO et des Etats membres à travers le renforcement des ressources humaines et l'acquisition d'équipements adéquats.

B- ACTIVITES

Il reste évident que les activités d'harmonisation sont fonction du domaine statistique. C'est pourquoi, la spécification des activités se fera à travers les domaines couverts. Le projet d'harmonisation statistique de l'AMAO va concerner quatre volets : Finances publiques, Statistiques monétaires, Balance des paiements et taux de change effectif réel.

1. Les statistiques des finances publiques

Comme mentionné à l'introduction, l'harmonisation des statistiques de finances publiques est très importante dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la convergence. En effet, 60% des critères de convergence du PCMC sont directement liés à ces statistiques.

Lors de l'établissement des tables de la base de données ECOMAC, les discussions entre experts étaient parfois tendues en raison des disparités qui existent dans les méthodologies d'élaboration des statistiques des finances publiques.

Le projet d'harmonisation que compte conduire l'AMAO devra concerner les aspects liés au champ, à la collecte des données, au traitement des statistiques et à la présentation des résultats. Il reste entendu que l'harmonisation concerne le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) qui reste le document de référence en matière des statistiques de finances publiques.

i. Le champ

Dans certains pays de la CEDEAO, les statistiques des finances publiques produites se limitent à l'Administration Centrale alors que d'autres incluent les collectivités locales. Il sera procédé à une harmonisation du champ couvert en fonction des impératifs de la comparaison et des contraintes des pays.

ii. La collecte des données

La collecte des données ne pose pas de difficultés particulières si l'ensemble de la chaîne des dépenses et des recettes est informatisé et que le Ministère des Finances joue son rôle classique de seul ordonnateur du budget de l'Etat. Mais dans certains pays l'informatisation n'est pas encore totale et les services du Ministère des Finances ont du

mal à reconstituer l'information en raison de la multiplication des sources d'engagements budgétaires.

Le projet de l'AMAO compte identifier une méthode efficace pour la collecte de l'information afin de rendre la situation des finances publiques plus exhaustive.

iii. Le traitement et la présentation

Le manuel des statistiques de finances publiques de 1986 est le guide de référence pour le traitement des statistiques liées aux opérations financières de l'Etat dans la région. Le manuel de 2001 n'est pas encore expérimenté en raison du coût de sa mise en œuvre. Même dans les pays développés ceux qui l'ont expérimenté sont encore rares.

Pour cette phase d'harmonisation le manuel de 1986 sera retenu comme document de référence pour la compilation des statistiques de finances publiques et leur présentation. L'harmonisation devra mettre l'accent sur le traitement des recettes de privatisation et des revenus issus de l'allègement de la dette dans le cadre du programme pays pauvres très endettés (PPTE).

iv. La production des statistiques sur la dette intérieure

Le programme devra permettre la production par tous les pays de la CEDEAO des statistiques sur la dette intérieure. En effet, l'interdiction d'accumuler des arriérés intérieurs fait partir des critères de convergence de la CEDEAO mais à ce jour, seuls les pays de l'UEMOA fournissent des données sur l'évolution des arriérés.

2. Les statistiques monétaires et financières

Avant l'élaboration du Manuel de Statistiques Monétaires et Financières en 2000, les statistiques monétaires étaient élaborées sur la base de concepts et méthodes qui variaient d'un pays à un autre. Cette pratique a tendance à perdurer actuellement. En

effet, très peu de pays ont basculé vers le manuel de 2000. Dans l'espace CEDEAO, très peu de pays ont commencé à adopter le manuel.

L'harmonisation des statistiques monétaires et financières de la CEDEAO s'articulera autour de quatre axes :

i. L'adoption d'une terminologie commune

Dans l'ensemble, les concepts et termes liés aux agrégats monétaires sont relativement proches. Mais leurs définitions peuvent varier d'un pays à un autre. Ainsi, il peut exister quelques écarts entre la masse monétaire d'un pays X et celle d'un pays Y en fonction du développement des instruments financiers et des objectifs de politique monétaire. Il en est de même de la notion d'avoirs extérieurs.

ii. La définition d'un champ

Dans l'ensemble, les données monétaires se rapportent aux données financières des banques et de la Banque Centrale. Toutefois, le manuel de statistiques monétaires prévoit l'inclusion des données des autres Institutions financières non bancaires comme les compagnies d'assurance, les micro finances. Les micro finances par exemple jouent un rôle essentiel dans la mobilisation de l'épargne et la distribution des crédits, il est difficile de continuer d'ignorer ces entités dans l'élaboration des statistiques monétaires.

Par ailleurs, la sectorisation n'est pas toujours la même. Dans certains pays, l'Etat incluent l'Administration locale alors que dans d'autre la séparation est de mise. Tous ces aspects devront être réglés par le programme d'harmonisation en cours.

iii. La méthodologie de collecte

D'après une étude de la BCEAO², certains pays élaborent la situation monétaire sur la base des données comptables des banques alors que d'autres se contentent d'un

² Présentée à la conférence sur l'harmonisation des statistiques en Afrique, Bamako 28-29 septembre 2006.

questionnaire adressé aux banques. Il est évident que la qualité et l'exhaustivité ne sont pas les mêmes suivant qu'on procède par l'une ou l'autre méthode.

iv. La présentation des données monétaires

Sur la base de données que l'AMAO recueille auprès des Banques Centrales, il apparaît que la présentation de la situation monétaire n'est pas homogène. Le niveau de détail n'est pas partout le même.

3. Les statistiques de balance des paiements

Contrairement aux statistiques monétaires, l'élaboration de la balance des paiements a fait l'objet de suivi par le FMI depuis sa création. Par contre, dans l'élaboration de la balance des paiements c'est la collecte des données qui pose problèmes. Les difficultés varient en fonction du niveau de perfectionnement de l'appareil statistique du pays et du niveau de bancarisation des activités économiques.

L'harmonisation de la Balance des paiements dans l'espace CEDEAO traitera des questions liées à la méthodologie, à la collecte, au traitement et à la présentation des données.

i. Ancrage Institutionnel et Méthodologie

L'Ancrage institutionnel de l'élaboration de la Balance des paiements n'est pas toujours le même. Dans certains, la compilation de la Balance des paiements est du ressort de la Banque Centrale, dans d'autres elle relève du Ministère des Finances ou de celui du Plan. Dans d'autres pays encore deux balances de paiements sont produites. Dans certains, des Comités Inter-Institutionnels sont mis en place pour s'occuper de la balance des paiements.

L'harmonisation devra être conduite de façon à trouver le meilleur encrage pour l'élaboration de la balance des paiements.

En ce qui concerne la méthodologie, il convient de mentionner que c'est le Fonds Monétaire International qui est chargé de la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à rendre plus facile la comparaison des statistiques au niveau international. Dans ce cadre, le FMI est à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements.

Dans les pays de la CEDEAO l'utilisation du manuel 5^{ème} édition est largement répandue. Toutefois, certains pays ont du mal de passer de la 4^{ème} à la 5^{ème} édition.

L'harmonisation qui sera conduite dans le cadre du présent projet de l'AMAO se focalisera dans un premier temps sur l'adoption intégrale des directives de la 5^{ème} édition. Par la suite, des dispositions seront identifiées pour préparer le passage à la sixième édition.

ii. Collecte des données

La collecte des données est une phase importante dans l'élaboration de la balance des paiements. Il sera retenu pour l'ensemble de la région une méthode efficace de collecte des données.

iii. Traitement

Les ajustements constituent une phase importante dans le traitement des statistiques de balance des paiements. Au niveau régional, il serait important de retenir les ajustements essentiels. Etant entendu que les ajustements se font sur la base des coefficients techniques, la détermination et l'actualisation de ces coefficients doivent faire l'objet de normes régionales en tenant compte des spécificités nationales.

iv. Présentation des données

Une norme régionale sera retenue pour la présentation des statistiques de balance des paiements en fonction des pratiques internationales et en tenant compte des particularités au niveau de la région.

4. Le Taux de change effectif réel (TCER) et Parité des Pouvoirs d'Achat (PPA)

La stabilité du taux de change réel fait partie des critères de convergence. Toutefois, la disponibilité du TCER pose actuellement problème. Souvent, l'AMAO utilise les données des Institutions internationales (Fonds Monétaire International, Banque Africaine de Développement ou encore Agence Française de Développement) ou fait ses propres estimations.

Pour pallier à cette insuffisance, l'AMAO compte mettre en place un dispositif de production régulière du TCER dans tous les pays. Pour ce faire, une méthodologie générale sera adoptée et celle-ci sera l'objet d'une implémentation dans tous les pays. Ce projet sera associé à la production régulière des PPA dans les pays de la CEDEAO.

C- Approche de l'harmonisation

La mise en œuvre effective du schéma d'harmonisation des statistiques se fera suivant les étapes ci-après

1. Evaluation de l'ampleur du travail

L'AMAO entend réaliser un diagnostic complet des concepts et méthodologies en vigueur dans les pays de la CEDEAO et ce, pour les quatre types de statistiques couverts par le projet (Finances publiques, Statistiques monétaires, Balance des paiements, TCER). Cette évaluation se fera à travers un questionnaire précis adressé aux institutions responsables de la production de ces statistiques.

A l'issue des réponses à ce questionnaire, l'AMAO sera en mesure de dresser de façon précise les domaines qui nécessitent l'harmonisation. Cette phase pourra être conduite entre janvier et avril 2009.

2. Mise en œuvre de l'harmonisation

La mise en œuvre de l'harmonisation se fera à travers des ateliers et des missions d'assistance techniques pour les pays qui accusent un retard important. Pour assurer une dynamique autour de ce projet deux ateliers pourraient être organisés en 2009 et un atelier par an au cours des deux années suivantes.

Pour chaque atelier, il y aura des présentations sur les cas pays et des communications des personnes ressources spécialistes des questions abordées. Au cours de cette phase seront élaborés les documents et guides méthodologiques.

3. Pilotage du projet

L'exécution du projet tel que défini sera supervisée par l'AMAO avec la collaboration du Département des Statistiques de la Commission de la CEDEAO.

AFRISTAT en raison de son expérience dans la conduite de ce genre pourrait être retenu comme partenaire technique dans l'exécution du projet. Le partenariat technique d'AFRISTAT devraient concerner les statistiques des finances publiques, les statistiques monétaires et la balance des paiements.

Pour les statistiques des liées au TCER et aux PPA, l'AMAO compte s'appuyer sur l'expérience de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Par ailleurs, l'AMAO compte également collaborer avec la Commission de l'UEMOA qui a déjà une expérience en matière d'harmonisation des statistiques.

Pour l'organisation des séminaires l'AMAO compte s'appuyer sur l'expérience des Institutions de formation de la région notamment le WAIFEM, le COFEB et l'IDEP.

4. Suivi et évaluation

Le suivi sera réalisé à travers les ateliers mais également par le biais de visites de terrain.

A l'issue de chaque atelier les progrès réalisés seront mentionnés et les efforts qui restent à faire identifiés. Pour chaque pays un calendrier de mise en œuvre des recommandations sera élaboré.

Pour mieux suivre l'exécution du projet, des visites de terrains seront effectuées. Les équipes seront constituées par des cadres de l'AMAO et des experts des questions traitées.

5. Estimation du coût du projet

Le coût total du programme statique de l'AMAO se chiffre à USD 2 985 024 (Deux millions neuf cent quatre-vingt cinq mille zéro vingt quatre dollars américains). Il couvre l'acquisition des équipements informatiques, le recrutement de six consultants mobilisés chacun pour deux mois, l'organisation des séminaires, l'édition de guides et manuels. Il a été établi sur la base de l'organisation de quatre réunions pour les statistiques de finances publiques, les données monétaires et la balance des paiements et trois réunions pour les TCER et PPA. Chaque atelier devant réunir des cadres de l'AMAO, de la CEDEAO, d'AFRISTAT et de deux experts par pays en provenance des Banques centrales ou des ministères concernés.

Le financement de ce projet devrait être assurée par l'AMAO à hauteur de USD 345 656 soit 10% du budget total. Le reste du financement devrait être recherchée auprès des bailleurs de fonds notamment la Commission de la CEDEAO, l'Union Européenne, la Coopération française et la Banque Africaine de Développement.

6. Période de mise en oeuvre

Le projet sera mis en œuvre sur trois ans à partir de janvier 2009.

**Projet de budget Programme Statistique AMAO
en dollar US**

N°	Rubrique	QUANT	PU	Total
I	Equipements			32 500
	PC	2	2 000	4 000
	Portables	2	2 500	5 000
	Imprimante	1	1 500	1 500
	Logiciels	4	4 000	16 000
	Disque de stockage de données	10	800	8 000
	Autres matériel informatique et fournitures			6 000
II	Consultats			120 000
	Spéciliste TOFE	2	10 000	20 000
	Spéciliste dette intérieure	2	10 000	20 000
	Spécialiste BDP	2	10 000	20 000
	Spécialiste statistiques Mon	2	10 000	20 000
	Spécialiste TCER	2	10 000	20 000
	Spécialiste PPA	2	10 000	20 000
III	Séminaire TOFE			529 600
	Transport AMAO	12	1 200	14 400
	Transport Consultants	8	2 000	16 000
	Transport participants pays	120	1 000	120 000
	Perdiemes AMAO/Consultants	28	270	7 560
	Perdiems	960	270	259 200
	Frais matériel sémainaire	4	30 000	120 000
IV	Séminaire Statistiques dette intérieure			505 600
	Transport AMAO	12	1 200	14 400
	Transport Consultants	8	2 000	16 000
	Transport participants pays	96	1 000	96 000
	Perdiemes AMAO/Consultants	28	270	7 560
	Perdiems	960	270	259 200
	Frais matériel sémainaire	4	30 000	120 000
V	Séminaire BDP			529 600
	Transport AMAO	12	1 200	14 400
	Transport Consultants	8	2 000	16 000
	Transport participants pays	120	1 000	120 000
	Perdiemes AMAO/Consultants	28	270	7 560
	Perdiems	960	270	259 200
	Frais matériel sémainaire	4	30 000	120 000
VI	Séminaire Stat Monétaires			529 600
	Transport AMAO	12	1 200	14 400
	Transport Consultants	8	2 000	16 000
	Transport participants pays	120	1 000	120 000
	Perdiemes AMAO/Consultants	224	270	60 480
	Perdiems	960	270	259 200
	Frais matériel sémainaire	4	30 000	120 000
VII	Séminaires TCER et PPA			457 680
	Transport AMAO	9	1 200	10 800
	Transport Consultants	6	2 000	12 000
	Transport participants pays	90	1 000	90 000
	Perdiemes AMAO/Consultants	224	270	60 480
	Perdiems	720	270	194 400
	Frais matériel sémainaire	3	30 000	90 000
IX	Elaborations Documents			37 500
	Guide harmonisation TOFE		7 500	7 500
	Guide statistiques dette intérieure		7 500	7 500
	Guide BDP		7 500	7 500
	Guide Statistiques mon		7 500	7 500
	Guide TCER et PPA		7 500	7 500
X	Mission d'assistance technique			100 800
	Transport	30	1 200	36 000
	Perdiemes	240	270	64 800
XI	Divers et imprévu (5% du total)	170 000		142 144
	TOTAL GENERAL			2 985 024

Planning des activités année 2009

ACTIVITES	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Préparation des questionnaires sur les pratiques méthodologiques												
Envoi des questionnaires aux pays												
Réponses aux questionnaires												
Préparation et diffusion termes de référence pour le recrutement des consultants												
Sélection des consultants												
Atelier TOFE et dette intérieure												
Atelier Balance des paiements												
Atelier Statistiques monétaires												
Atelier TCER et PPA												

